



Réimaginer notre avenir

RECONNECTÉ, RENOUVELÉ ET RÉSILIENT

Parti vert du Canada
partivert.ca/reimagining-our-future
1-866-868-3447





Table des matières

- 03** Introduction
- 07** Renégocier notre contrat social; mettre fin à la pauvreté et faire régner la justice
- 09** Réinventer notre économie; une économie qui utilise de l'énergie propre
- 11** Exiger des processus décisionnels basés sur des faits
- 13** Nous rappeler que nous sommes tous forcés de cohabiter et que nous devons donc être solidaires
- 16** La résilience est un produit local, fabriqué au Canada
- 19** Respecter l'autodétermination des Premières Nations et la décolonisation du Canada
- 20** Reformuler des engagements forts d'adaptation aux changements climatiques
- 22** Restaurer les milieux naturels
- 23** Reconstruire en mieux
- 25** Réimaginer un monde plus juste et plus sain

Introduction



Dans un contexte post-COVID-19, décidons ensemble de régénérer l'économie en prenant conscience que toutes les formes de vie sont égales, que nous faisons tous partie de la Terre, que nous sommes des êtres écologiques et biologiques, que le travail est un droit et un élément essentiel de la nature de l'être humain, et que la solidarité envers les autres et l'environnement est notre devoir le plus important. Personne n'est jetable ou inutile.

Ensemble, nous formons un tout avec notre planète. À notre naissance, nous avons tous droit à l'autonomie, à un sens à notre vie, à la dignité, au travail, à la liberté et à la démocratie.

— Vandana Shiva



Nous pleurons la perte de nombreux concitoyens, de nombreuses personnes membres de notre grande famille humaine. À ce jour, la pandémie a causé le décès de presque 400 000 personnes dans le monde, dont presque 8 000 Canadiens. Nous savons que le nombre de morts continuera à augmenter jusqu'à ce qu'un vaccin soit mis au point. Chaque vie perdue est une tragédie.

Nous sommes à un moment charnière de l'histoire. C'est un événement rare. Lors de ces moments de l'histoire, les moments « Kairos », tout change.

Nous sommes arrivés à la fin de l'incrémentalisme. C'est le temps de balayer les restes d'un monde injuste, insoutenable à long terme.

Il est encore trop tôt pour parler de la COVID-19 au passé. Le virus est invisible et très présent parmi nous. Nous ne devons pas perdre de vue notre obligation commune de respecter les consignes de santé publique. Ces consignes nous imposent notamment une distanciation physique.

Heureusement, le Canada a une force énorme que plusieurs autres nations n'ont pas, c'est notre cohésion sociale. Nous avons un sens collectif du bien-être. C'est pour cela que nous sommes fiers de notre système de santé public et universel avec payeur unique. La cohésion sociale favorise la résilience communautaire.

Même avant la pandémie, nous pouvions voir le potentiel énorme des communautés solidaires. Il suffit de comparer la situation à Fort McMurray, au moment des grands incendies, lorsque les résidents évacuaient calmement au milieu des flammes, guidés par les secouristes, avec la situation à la Nouvelle-Orléans, durant l'ouragan Katrina, alors qu'un chaos s'est installé après que des centaines de policiers eurent fui la ville avant même que les digues cèdent.

En ces temps de distanciation physique, nous devons renforcer nos liens sociaux. Ils sont essentiels pour sauver des vies. Nous devons faire en sorte que l'isolement auquel nous force la pandémie ne malmène pas notre santé mentale. Tout cela, et plus encore, nous pouvons le faire ensemble.

Nous avons déjà appris certaines choses :

Il est trop tôt pour parler de la pandémie de COVID-19 au passé, mais il n'est pas trop tôt pour commencer à en tirer des leçons. Les événements sans précédent des derniers mois nous ont rappelé à quel point la solidarité est importante pour nous et qu'ensemble, nous sommes plus forts. Ils nous ont également enseigné que :

- En situation d'urgence, les gouvernements peuvent agir rapidement!
- En situation d'urgence, nous pouvons mettre nos différends de côté et travailler ensemble.
- En situation d'urgence, nos héros sont les intervenants de première ligne, des personnes sous-rémunérées depuis trop longtemps.

- Les femmes, en particulier, exécutent des tâches vitales qui sont depuis trop longtemps dévalorisées et sous-payées.
- La mondialisation tous azimuts a favorisé la propagation du virus.
- La mondialisation des chaînes d'approvisionnement a entravé notre accès à des produits de grande nécessité.
- Ce que nous estimions normal et acceptable ne l'est plus : un monde marqué par des inégalités profondes et des niveaux de pollution insoutenables.
- Des milliards de personnes dans le monde peuvent agir et prendre part à une grande responsabilité collective.
- Les gouvernements du monde entier peuvent décider que la vie est plus importante que l'argent.

Ce sont là des leçons générales, mais dans chaque pays et chaque secteur, des leçons spécifiques et différentes se manifestent.

Plusieurs idées véhiculées par les Verts depuis plusieurs années sont maintenant largement reconnues et acceptées :

- La nécessité d'un revenu minimum garanti
- Accroissement de l'activité économique locale
- La sécurité alimentaire locale
- Plus de télétravail et moins de trajets en véhicule pour aller travailler
- Plus d'universalité des soins de santé et d'accès aux médicaments
- Un virage majeur vers les énergies renouvelables

Alors que notre société reprend progressivement ses aises, il y a une volonté forte à ne pas revenir en arrière, mais plutôt à aller de l'avant. Nous pouvons commencer par identifier les choses qui, malgré la tragédie et l'horreur de la pandémie, nous ouvrent des pistes prometteuses pour l'avenir.

Voici certaines choses que nous avons découvertes et que nous devons conserver :

- Un ciel plus transparent et un air plus propre
- Des cours d'eau moins pollués
- Des axes routiers moins congestionnés
- Des rues rendues aux piétons et aux cyclistes
- Un respect pour les personnes âgées, qui méritent des soins adaptés à leurs

Renégocier notre contrat social; mettre fin à la pauvreté et faire régner la justice

REVENU MINIMUM GARANTI. ÉQUITÉ SALARIALE.

Il est temps de transformer notre filet de sécurité sociale de manière à répondre aux besoins de notre nouvelle société. Les Verts demandent depuis plusieurs années l'instauration d'un revenu minimum garanti. Ce concept existe sous d'autres appellations (p. ex. revenu de base universel), mais la finalité est similaire. Nous croyons à l'importance d'une rémunération universelle, dont le montant est établi selon le coût de la vie dans chaque région. Cette mesure éliminerait la pauvreté en fournissant à tous les Canadiens un revenu couvrant leurs besoins de base.

De nombreuses études confirment que la pauvreté coûte cher à la société. Elle génère des coûts médicaux. Elle génère des coûts dans le système carcéral. Elle anéantit la dignité humaine. Nous n'avons pas les moyens d'assumer les coûts de la pauvreté.

Nous devons pérenniser et institutionnaliser la collaboration accrue entre les niveaux de gouvernement que nous avons vue durant la pandémie. Pour avoir une société plus juste, il nous faut un Conseil des gouvernements canadiens à quatre volets : le

gouvernement fédéral, les gouvernements des provinces et des territoires, les gouvernements locaux et les gouvernements autochtones. Ce conseil doit établir le revenu minimum garanti relatif et identifier les programmes générateurs de honte afin qu'ils soient éliminés par les gouvernements concernés et que nous ayons tous accès à un système abordable.

Ce travail a déjà débuté avec l'accès quasi universel à la Prestation canadienne d'urgence (PCU).

Nous devons aussi pérenniser et institutionnaliser la collaboration accrue entre les niveaux de gouvernement que nous avons vue durant la pandémie.

- Une première étape serait la conversion de la PCU en revenu minimum garanti.
- Établir un Conseil des gouvernements canadiens à quatre volets : le gouvernement fédéral, les gouvernements des provinces et des territoires, les gouvernements locaux et les gouvernements autochtones. Ce conseil doit établir les paramètres relatifs de revenu

minimum garanti et identifier les programmes actuels de supplément de revenu et de soutien qui pourraient être remplacés par le revenu minimum garanti. Cette réorganisation réduirait les dépenses administratives et rendrait le système moins coûteux.

- L'instauration des prestations de COVID-19 aux étudiants confirme que nous avons besoin d'un système d'éducation post-secondaire plus abordable, voire gratuit, ainsi que de protections adéquates (financières, de santé et autres) pour les étudiants étrangers. Pour résoudre en partie cette problématique, les étudiants doivent être admissibles au revenu minimum garanti.
- Collaborer pour établir un salaire minimum national équitable.
- Mettre en place une économie juste et empathique, n'étant pas aveugle aux différences de sexe et de race, qui éliminerait les biais structurels. Par exemple, une économie engagée envers l'égalité de la rémunération.
- Nous devons valoriser la contribution de chaque citoyen et citoyenne à notre société.

Réinventer notre économie; une économie qui utilise de l'énergie propre

ZÉRO CARBONE. IMPÔT SUR LA FORTUNE.

Nous devons avoir une économie saine pour que notre société soit en bonne santé. La pandémie de COVID-19 a porté un dur coup à notre économie. Le déficit de l'exercice 2020 se situera probablement autour de 260 milliards de dollars. Les Verts s'engagent à lutter pour que notre économie se mette en marche et que les Canadiens d'un océan à l'autre retournent au travail.

Deux grands économistes de renommée mondiale, Joseph Stiglitz, lauréat du prix Nobel, et Sir Nicholas Stern, ancien chancelier de l'Échiquier (ministre chargé des finances et du trésor au Royaume-Uni), affirment que les investissements les plus bénéfiques pour redémarrer l'économie sont ceux qui développeront les énergies renouvelables et les aménagements d'efficacité énergétique nous rapprochant d'une économie carboneutre. Leur étude récente à l'origine de cette déclaration est basée sur des entrevues avec plus de 230 économistes réputés et des représentants des banques centrales de tous les pays du G20. Elle révèle que les meilleures perspectives de reprise économiques sont vertes.

Alors même que la demande de pétrole et de gaz plongeait durant la pandémie, le secteur des énergies renouvelables poursuivait sa croissance. Il s'agit d'un signal fort dans la tempête. L'ère des énergies fossiles arrive à son terme. Nous avons besoin d'une transition planifiée et ordonnée hors des énergies fossiles, garantissant aux travailleurs et aux collectivités locales une participation équitable à ce processus. Tous les investissements publics doivent être conformes à nos objectifs climatiques. Nous devons valoriser la contribution de tous les Canadiens qui dépendent des énergies fossiles et investir dans ces ressources humaines pour faire avancer le développement des énergies renouvelables.

Leçons climatiques de la COVID-19 :

- Le Canada a besoin d'un directeur général du climat que nous devons écouter, à l'exemple des leaders politiques qui ont écouté les directeurs généraux de santé publique dans toutes les provinces et au niveau fédéral.
- Les faits scientifiques ne doivent pas être négociables.

- Le Canada doit adopter des cibles de réduction des gaz à effet de serre (GES) pour 2020 qui contribueront à éviter une hausse des températures mondiales supérieure à 1,5 °C tenant compte de nos émissions par rapport à celles des autres pays.
- Nous devons adopter des lois engageant le Canada à atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050, avec des incréments quinquennaux.
- Le Canada a besoin d'un cabinet climatique avec des représentants de tous les partis, travaillant à l'unisson comme nous l'avons fait durant la pandémie.
- Le Canada a besoin d'une loi de transition équitable pour protéger les travailleurs de l'industrie pétrolière et gazière qui devront se réorienter vers de nouvelles carrières.

Il faut prendre d'autres mesures pour redémarrer notre économie et restaurer la santé publique :

- Investir dans un corridor électrique canadien, le projet de réseau pancanadien.
- Faire en sorte que 100 % de l'électricité canadienne provienne de sources renouvelables d'ici 2030.
- Annuler le projet de pipeline Trans Mountain et investir les fonds ainsi libérés dans le réseau électrique pancanadien.
- Convertir les édifices coûteux à entretenir et créateurs de GES afin qu'ils produisent plus d'énergie qu'ils en utilisent.
- Lancer un programme massif de rénovation des constructions commerciales, institutionnelles et résidentielles qui donnerait du travail à des millions de travailleurs qualifiés.
- Les dépenses d'infrastructure visant à stimuler l'économie doivent être dirigées uniquement vers des projets entièrement publics (fin des partenariats publics-privés).

Les plans de sauvetage associés à la COVID-19 doivent être transparents. Nous exigeons une reddition de comptes pour tous les sauvetages d'entreprise, basée sur les règles suivantes :

- Créer une base de données listant toutes les entreprises recevant une aide publique avec détails par niveau de gouvernement.
- Associer les aides gouvernementales à des exigences de préservation des emplois au Canada, avec interdiction des primes excessives et des rachats d'actions très généreux, à l'exemple du Danemark.

- Exiger que les entreprises demandant une aide publique produisent un plan de réduction de leurs GES, de leurs déchets solides et de leurs rejets toxiques, ainsi qu'un plan de contribution aux objectifs de développement durable des Nations Unies.
- Interdire totalement les aides gouvernementales aux entreprises utilisant des paradis fiscaux.
- Une réforme de fond en comble du système fiscal canadien est depuis longtemps nécessaire.
- Il faut taxer la fortune, pas seulement les revenus.

Exiger des processus décisionnels basés sur des faits

MEILLEURES DONNÉES. INFORMATION ACCESSIBLE.

La COVID-19 a révélé et aggravé des inégalités criantes au sein de la société canadienne. Tout plan de redémarrage économique doit tenir compte des effets dévastateurs que la COVID-19 a eus et continue à avoir chez nous sur les plus vulnérables. Il nous est cependant impossible de mesurer ces effets sans données. Pour connaître ces effets et déterminer comment y remédier de manière équitable, nous devons d'abord recueillir des données sociodémographiques sur la COVID-19, de manière à ce que les décisions concernant les investissements de relance soient basés sur des faits et qu'un soutien adapté soit offert où il est le plus nécessaire.

- Ces actions exigent la collaboration des provinces, qui pourrait avoir lieu dans le cadre du Conseil des gouvernements canadiens.
- Des décisions basées sur des faits ont permis des actions efficaces de santé publique durant la pandémie et nous devons maintenant appliquer cette norme à tous les enjeux de santé publique, y compris les soins de santé mentale et la crise des opioïdes qui perdure encore.
- Les fruits des recherches financées par les gouvernements doivent être mis à la disposition de tous les Canadiens gratuitement.
- La collecte de données sociodémographiques est absolument nécessaire :

- Nous savons des autres pays où ces données sont recueillies que les Autochtones et les personnes de couleur sont plus durement frappés par la COVID-19 que les autres groupes. Le Canada ne peut pas fermer les yeux sur ses propres inégalités. Nous voulons protéger notre diversité.
- Il nous faut des données basées sur les races provenant de tout le pays. Les communautés autochtones réclament ces données pour donner une orientation juste aux prochaines étapes.
- Nous avons besoin de données complètes (race, sexe, etc.) sur les travailleurs de santé et leurs interventions de première ligne. Qui travaille, avec quels horaires et avec quelle rémunération? Ces personnes ont-elles les outils dont elles ont besoin? Sont-elles maltraitées par des patients ou leur employeur? Ont-elles suffisamment d'équipements de protection individuelle (EPI)? Les EPI sont-ils adaptés?
- Dès le début, nous devons faire en sorte que la vie privée et les renseignements personnels soient protégés à toutes les étapes de traitement des données. Nous devons prendre des engagements de protection des données afin qu'aucun renseignement personnel soit mal utilisé durant la traque du virus.

Nous rappeler que nous sommes tous forcés de cohabiter et que nous devons donc être solidaires

AÎNÉS. SANTÉ MENTALE.

Après quelques mois de COVID-19, nous devons nous rappeler notre devoir de solidarité. Lors de la publication des chiffres de décès durant la pandémie, nous avons été profondément troublés de découvrir à quel point les milieux de vie de nos aînés ont été disproportionnellement frappés. Ici, au Canada, de nombreuses personnes âgées ont été « parquées » dans des résidences à but lucratif ne proposant pas des niveaux de soins adéquats. Une réforme des soins aux personnes âgées se fait attendre depuis trop longtemps déjà.

Nous nous basons sur des faits pour rouvrir notre société et redémarrer notre économie. À l'échelle mondiale, nous collaborons tout en nous faisant concurrence pour trouver un vaccin. Les faits nous révèlent que la recherche doit être basée sur des incitatifs sans but lucratif et sans brevet, afin que tout nouveau vaccin ait une innocuité vérifiée et qu'il soit disponible gratuitement dans le monde entier.

Durant cette pandémie, nous avons découvert la nécessité urgente de renforcer les soins de santé dispensés à nos aînés, de mieux soutenir les travailleurs de première ligne, les enfants, les personnes marginalisées et particulièrement les services de santé mentale. Plusieurs Canadiens déclarent que leur santé mentale a souffert durant cette crise, ce qui accroît les tensions sur un réseau de soins de santé mentale déjà surchargé. La menace qui pèse sur la santé mentale est un écho de la pandémie.

- Nos aînés et notre personnel soignant
 - Nous demandons une enquête nationale sur le traitement des aînés avant la pandémie, pouvant donner lieu à des poursuites criminelles.
 - Les milieux de vie de nos aînés ne doivent pas être laissés entre les mains d'investisseurs privés et doivent plutôt être sous contrôle public ou de structures de gestion sans but lucratif. En outre, plusieurs possibilités d'hébergement doivent être disponibles.

- Nous voulons que les soins des aînées soient assujettis à la Loi canadienne sur la santé.
- Des normes nationales de soins des aînés doivent être élaborées et appliquées.
- Des ententes de soins doivent être négociées avec les gouvernements provinciaux au sein du Conseil des gouvernements canadiens.
- Nous devons prendre des engagements d'amélioration de la sécurité des résidents avec des directives nationales uniformes s'appliquant aux auxiliaires de vie, décrivant : les effectifs minimums des centres d'hébergement; les besoins d'employés à temps plein, correctement rémunérés, afin que plus personne ne travaille dans plusieurs centres; des programmes d'amélioration de la continuité et de la qualité des soins aux aînés et d'amélioration des conditions de travail du personnel.
- Nous devons investir dans la formation et l'éducation afin de soutenir le développement professionnel continu et la spécialisation des travailleurs.
- Nous devons financer des soins transformatifs pour les personnes souffrant de démence.
- Nous devons encourager les solutions novatrices pouvant augmenter la disponibilité des ressources suivantes dans les établissements de soins : des espaces pour les patients en quarantaine, un accès rapide aux tests de dépistage et aux équipements de protection individuelle appropriés.
- Nous devons financer les vaccins contre la grippe à dose renforcée et augmenter la protection contre les pneumocoques pour tous les Canadiens de 65 et plus, particulièrement ceux qui vivent en milieu collectif.
- Un vaccin pour protéger toute la population :
 - Pour que la reprise soit équitable, le futur vaccin doit être gratuit et les grandes sociétés pharmaceutiques ne doivent pas en tirer profit.
 - Nous devons distribuer le vaccin en priorité aux populations les plus vulnérables.
 - Nous devons investir dans la recherche, afin qu'un vaccin et des traitements soient mis au point. À l'avenir, nous devons

augmenter le financement de la recherche médicale essentielle et de la recherche fondamentale qui y est reliée.

- Il nous faut des normes nationales de santé mentale et des investissements immédiats au niveau des organismes communautaires et des services de santé mentale des gouvernements provinciaux et municipaux, afin de pouvoir soulager efficacement l'anxiété et les traumatismes de la pandémie.
 - Le Canada a besoin d'un plan national de prévention des suicides capable d'endiguer une augmentation des décès par suicide.
- Des services universels de garde et d'éducation de petite enfance sont absolument nécessaires pour développer un système complet de soins pour tous les Canadiens. Il est temps que nous mettions en place des programmes obligatoires bénéficiant d'un financement fédéral.
- Il faut mettre en œuvre un plan national d'assurance-médicaments.
- Nous devons protéger, écouter et faire résonner la voix des femmes, y compris les filles, les femmes transgenres, les personnes s'identifiant au sexe féminin et les personnes non binaires, ainsi que les femmes racisées et de couleur, les femmes autochtones et les immigrantes.
- Au Canada, nous devons prendre plus conscience de l'urgence du problème des violences et des agressions domestiques. Nous devons nous engager à combattre la misogynie et demander un meilleur financement des ressources communautaires, particulièrement pour les femmes les plus marginalisées. Nous devons nous engager à appliquer les recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

La résilience est un produit local, fabriqué au Canada

LOGEMENT ABORDABLE. NOURRITURE LOCALE.

Lors de la reconstruction de notre économie, nous voulons voir dans toutes les communautés des emplois tirant profit des possibilités de relocalisation au pays des ressources de production.

Lorsque nous sommes restés près de nos milieux de vie durant la pandémie, nous avons pu voir clairement les forces de nos communautés et les aspects à améliorer.

Des ressources alimentaires locales, le transport public et les espaces verts constituent des biens précieux pour soutenir nos communautés en période de crise. Les Canadiens veulent plus de sécurité alimentaire et plus de sécurité énergétique. Avec de bons investissements post-COVID, particulièrement dans les municipalités, nous pourrions continuer à bénéficier de ces ressources pendant de nombreuses années.

- Le droit à un logement sain et abordable est un droit fondamental. Nous devons protéger ce droit par les moyens suivants :
 - Faire en sorte qu'une politique du « logement d'abord » soit appliquée partout.
 - Construire plus de logements abordables.
 - Augmenter le financement des logements coopératifs et des logements avec services.
 - Nous devons encourager les provinces à prolonger le gel des expulsions jusqu'à la fin de la pandémie.
 - Nous devons demander un gel des loyers post-pandémie qui prolonge les conditions déjà en place et interdit toute augmentation de loyer avant au moins un an.
 - Nous devons nous assurer que toutes les constructions de logements dans les communautés autochtones respectent les principes établis dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.
- Nous devons augmenter la confiance des gens envers leurs collectivités locales, au moyen des mesures suivantes :

- Soutenir les petites entreprises locales.
- Investir lourdement dans des systèmes de transport public écologiques, abordables et sains, répondant aux besoins des régions.
- Soutenir les investissements des municipalités dans de nouvelles structures de traitement des eaux usées.
- Encourager la poursuite de l'utilisation des rues par les piétons, la diminution de la circulation automobile, les déplacements verts et les voies cyclables.
- Encourager les Canadiens de tous les niveaux à adopter une attitude « pro-culture locale », avec les mesures suivantes :
 - Renforcer les chaînes d'approvisionnement alimentaire local, comme les marchés publics.
 - Encourager la population à acheter des produits locaux et à cultiver un potager, comme à l'époque des Jardins de la victoire durant les deux guerres mondiales.
 - Financer les agriculteurs et les fermiers, particulièrement les petites exploitations écologiques.
 - Soutenir la production locale et résoudre les graves problèmes découverts chez Cargill et dans notre système actuel de production de viande contrôlé par des intérêts privés centralisateurs.
 - S'éloigner du modèle d'élevage industriel massif, monopolistique et non durable. Relocaliser la production alimentaire et la capacité de transformation.
- Collaborer avec les municipalités pour la distribution des aides aux sinistrés, ce qui peut prendre la forme de partenariats avec des organisations comme la Fédération canadienne des municipalités.
- Développer des partenariats urbains avec tous les niveaux de gouvernement pour redynamiser les centres-villes de tout le pays.
- Il est évident que les fonds doivent être consacrés au renforcement des communautés et non des services de police. Nous demandons des données sur l'origine ethnique et le sexe de toutes les mesures de police prises pendant la pandémie. Nous soutenons également les municipalités et les provinces qui réorganisent leur budget afin d'investir dans des systèmes de soutien développés et dirigés par les communautés.

- Fièrement fabriqué au Canada :
 - Faire en sorte que tous les investissements publics bénéficient à la population. Nous devons mettre fin aux partenariats publics-privés.
 - Augmenter la fabrication au Canada des produits essentiels (comme les EPI médicaux) en appliquant une stratégie de substitution des importations, capable de réduire notre dépendance envers les chaînes d'approvisionnement mondiales.
 - Développer la fabrication au Canada de produits transformés à valeur ajoutée pour mettre fin aux pratiques d'exportation de billots et bois et d'autres matières premières qui reviennent ensuite au pays pour être vendus sous forme de meubles et autres.
 - Soutenir le tourisme local et pancanadien.
 - Soutenir les emplois du secteur culturel, particulièrement au niveau de l'infrastructure et des politiques fiscales de production télévisuelle et cinématographique.
 - Investir dans le transport ferroviaire à grande vitesse, en commençant par les corridors Québec-Windsor et Edmonton-Calgary.

Nous avons également constaté les bénéfices d'une diminution de la circulation automobile, mettant en lumière l'importance d'établir une infrastructure écologique pour conserver ces bénéfices.

Respecter l'autodétermination des Premières Nations et la décolonisation du Canada

DNUDPA. SOUVERAINETÉ.

Les peuples autochtones de tout le Canada attendent justice depuis trop longtemps. La vérité, la justice et la réconciliation doivent être au cœur de nos actions de reprise post-pandémie. La souveraineté autochtone doit être respectée.

Nous devons mettre en place des programmes spécifiques de sécurité alimentaire et de soutien aux soins de santé. Nous devons ratifier la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et faire en sorte qu'elle soit appliquée dans les lois et les processus législatifs du Canada. Nous devons appliquer les recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

- Nous devons entériner dans notre plan de reprise :
 - les articles de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples
 - autochtones
 - les recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées
 - les recommandations de la Commission de vérité et réconciliation du Canada
- Financer les programmes que les groupes autochtones jugent nécessaires pour faire face à la nouvelle réalité post-COVID-19.
- Augmenter le soutien gouvernemental aux Autochtones vivant hors réserve.
- Reconnaître la souveraineté des communautés autochtones éloignées et accessibles uniquement par avion qui désirent décider de qui peut entrer sur leur territoire.
- Faire en sorte que le transport aérien devienne un service essentiel pour les nombreuses communautés qui dépendent de

ce mode de transport pour leurs approvisionnements, un besoin devenu encore plus vital durant la pandémie.

- Établir une relation égalitaire entre nations au sein du Conseil des gouvernements canadiens.
- Continuer à œuvrer pour répondre aux besoins déjà connus des Autochtones, afin que les services de santé, d'éducation, de logement et d'eau potable qu'ils reçoivent soient de qualité égale à ceux des autres Canadiens.

Reformuler des engagements forts d'adaptation aux changements climatiques

PLANTATION D'ARBRES. INFRASTRUCTURE CLIMATIQUE.

Cette année, les inondations printanières et les feux de forêt estivaux sont sources de grandes inquiétudes à cause des besoins associés à la pandémie, qui ont réduit la disponibilité des bénévoles pour installer des sacs de sable et augmenté les difficultés des personnes qui doivent évacuer leur domicile à cause d'une catastrophe naturelle. Des initiatives de restauration de l'environnement naturel peuvent aider à atténuer une partie des dommages causés par les catastrophes naturelles.

Nos ressources naturelles sont cruciales à la santé de notre économie, de nos écosystèmes et de nos collectivités. Nous devons prioriser la protection de nos ressources hydrauliques et réduire les risques associés aux inondations et aux feux de forêt. Ces objectifs offrent d'excellentes possibilités de création d'emplois dans un contexte de transition juste hors des énergies fossiles.

- Nous devons planter des milliards d'arbres résistants aux incendies et adaptés au milieu :
 - dans les espaces urbains pour créer des microclimats agréables
 - sur les terrains en pente après un feu de forêt pour stabiliser les versants et protéger la qualité de l'eau
 - pour créer de grands pare-feu autour des villages éloignés vulnérables, afin de sauver des vies

- pour protéger les forêts anciennes, sources de biodiversité, qui alimentent l'écosystème et retiennent le carbone
- Nous devons amorcer une transition vers une économie générant peu de déchets, afin de réduire la pression sur nos ressources limitées.
- Nous devons encourager la recherche de matériaux nouveaux pouvant être utilisés dans la fabrication.
- Réduire ou interdire les plastiques à usage unique autres que ceux nécessaires à la protection de la santé publique.
- Accélérer l'utilisation des plastiques fabriqués à partir de matériaux biologiques.
- Nous devons réduire les effets des changements climatiques sur les villes et villages côtiers, grâce aux mesures suivantes :
 - Amélioration des quais et des jetées pour les adapter aux tempêtes et à l'augmentation du niveau des océans, en consultation avec les communautés de pêcheurs
 - Construction de digues pour protéger les collectivités déjà établies dans des zones inondables
 - Interdire les nouvelles constructions dans les zones inondables

Restaurer les milieux naturels

ESPACES VERTS. INTERDICTION DES PLASTIQUES.

Durant la pandémie, le monde entier s'est émerveillé de la capacité de la nature à se régénérer et à reprendre sa place. Nous avons besoin de nos parcs et de nos espaces verts pour améliorer notre santé mentale. Nous pouvons et nous devons faire en sorte de respirer un air plus propre. Le taux de décès de la COVID-19 a été plus élevé dans les régions plus touchées par la pollution.

Nous savons qu'avant même la pandémie, nous faisons face à une crise de biodiversité. Nous avons un sérieux problème de plastique dans nos océans. Après la pandémie, nous devons accélérer nos actions pour résoudre ces problèmes avec un engagement renouvelé de protection et de restauration de la nature.

- Nous devons offrir un meilleur accès public à la nature et aux espaces verts, grâce aux mesures suivantes :
 - Augmenter la superficie de nos parcs nationaux
 - Augmenter l'accessibilité à nos parcs nationaux
 - Collaborer avec les municipalités pour créer des espaces verts urbains, accessibles par transport public
- Nous devons réduire ou interdire les plastiques à usage unique.

Reconstruire en mieux

ACCÈS GÉNÉRALISÉ. GRATUITÉ SCOLAIRE.

LIEUX DE TRAVAIL FLEXIBLES.

Nous avons fait le choix volontaire d'arrêter notre économie pour sauver des vies. Nous avons décidé, sans hésitation, que la vie est plus importante que l'argent. Avec le redémarrage de notre économie, nous avons une belle occasion de repartir sur de bonnes bases. Nous savons que plusieurs personnes souhaiteront poursuivre le télétravail afin de réduire leur empreinte carbone et le temps perdu dans les déplacements du matin et du soir. Il est temps de s'intéresser à ce que la population et les entreprises veulent et ce dont elles ont besoin, afin de ne pas revenir en arrière pour plutôt aller de l'avant.

Nous devons aussi nous intéresser aux changements nécessaires à notre perception de l'éducation. Que faut-il faire pour accompagner les étudiants et le développement futur de nos ressources d'apprentissage? Nous voulons aussi écouter les intervenants du secteur culturel, particulièrement ceux des arts de la scène, qui s'interrogent sur l'avenir des spectacles en salle. Nous devons offrir des conditions de concurrence équitables au journalisme local en veillant à ce que les géants du numérique comme Google et Facebook soient traités comme des éditeurs, et non comme des « plateformes », afin de respecter les mêmes règles que les journaux.

Il est probable que les universités utiliseront fortement les ressources en ligne cet automne. Nous devons faire en sorte que l'enseignement supérieur reste accessible à ceux et celles qui devront étudier à domicile. Les campus universitaires aident à égaliser les chances de réussite, car tous les étudiants ne bénéficient pas d'un environnement propice aux études chez eux. La garantie d'un accès Internet de qualité est importante pour faciliter la vie des personnes confrontées à un stress accru loin de leur campus.

- Réimaginer le monde du travail :
 - Avoir des semaines de travail plus courtes
 - Encourager le télétravail pour les personnes qui le souhaitent
 - Encourager les horaires flexibles
 - Aider les syndicats à obtenir une plus grande variété d'espaces de travail et à mieux défendre les droits des travailleurs

- Continuer à soutenir la culture, grâce aux mesures suivantes :
 - Financement dédié pour les spectacles en salle
 - Soutien accru au Conseil canadien des arts
 - Libérer Radio-Canada des publicités
 - Créer une structure de taxation des géants du Web et des services de streaming qui servira à soutenir le journalisme local et la création de contenu canadien.

- Augmenter l'accès à Internet à haute vitesse pour tous les Canadiens, grâce aux mesures suivantes :
 - Mise en place d'une stratégie de bande passante universelle procurant un accès Internet fiable à tous les Canadiens des villes et des régions éloignées
 - Continuer à exiger des taux uniformes et abordables d'accès Internet

- Améliorer l'accès de tous les Canadiens à une éducation de qualité, grâce aux mesures suivantes :
 - Abolition des frais de scolarité
 - Abolition des dettes étudiantes dépassant 10 000 \$
 - Abolition des taxes de vente sur les livres d'étude
 - Faire en sorte que les étudiants aient accès à une tablette ou à un ordinateur chez eux
 - Faire en sorte que l'Internet à haute vitesse soit disponible dans tous les établissements d'enseignement
 - Explorer différentes avenues pour augmenter l'accès à l'éducation et à la formation en ligne, particulièrement dans les zones rurales et les communautés autochtones.

Réimaginer un monde plus juste et plus sain

COMMERCE ÉQUITABLE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE.

La pandémie de COVID-19 a fait des ravages dans le monde entier. Ces ravages se manifestent sous forme de vie humaines perdues, d'entreprises en crise et d'économies perturbées. La reprise au Canada est inévitablement liée à la résurgence mondiale de communautés saines et durables. L'atteinte des 17 objectifs de développement durable des Nations Unies est plus importante que jamais.

Le Canada devrait convoquer un sommet mondial semblable à la conférence de Bretton

Woods qui a eu lieu à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Nous devons réinventer les grandes institutions financières mondiales.

Nous devons réévaluer notre politique monétaire. Le Canada peut s'appuyer davantage sur la Banque du Canada et un assouplissement quantitatif pour retourner à l'enviable ratio de dette par rapport au revenu national brut dont il bénéficiait avant la COVID-19. Pendant trop longtemps, nous avons été paralysés par une crainte profondément enracinée de l'inflation, alors que de l'aveu même du gouverneur de la Banque du Canada, la déflation représente un plus grand danger. Nous devons réexaminer l'économie mondiale post-COVID et privilégier les investissements nationaux et mondiaux qui produiront les meilleurs résultats.

Nous devons renforcer les institutions multilatérales. Malgré les attaques menées contre l'Organisation mondiale de la Santé, nous avons désespérément besoin d'un partage mondial des informations. Nous avons été confrontés à un virus inédit. Nous avons été contraints de travailler en collaboration mondiale et nous devons continuer à le faire.

Il est temps d'imaginer de nouvelles politiques économiques mondiales :

- Maintenir une économie stable et en bonne santé
- Préparer notre économie à une présence accrue de l'intelligence artificielle et des technologies numériques
- Garantir un bon emploi à toute personne qui le désire

- Remplacer notre quête d'une croissance économique sans fin par la maximisation de la santé et du bien-être de l'humanité et de l'environnement
- Rendre à la Banque du Canada son rôle de prêteur principal à tous les niveaux de gouvernement du Canada
- Introduire un impôt général sur la fortune et abolir les échappatoires fiscales qui servent les plus riches

Nous devrions renouveler notre engagement face à l'article 10 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et le moderniser de manière à reconnaître explicitement que les objectifs climatiques doivent prévaloir sur les ententes commerciales. Nous devons éliminer et reformuler toutes les ententes de règlement des différends entre investisseurs et États. Les banques centrales du monde entier et toutes les institutions financières internationales doivent annuler la dette des pays en développement.

Dans le cadre de notre action internationale, nous devons également prendre des engagements de maintien de la paix, de résolution des conflits, d'éradication de l'esclavage et de protection des migrants et des réfugiés.